

Source : <http://www.sortirdunucleaire.org/Quand-le-debat-public-sur-Cigeo-tourne-au-fiasco>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°59 > **Quand le "débat public" sur Cigéo tourne au fiasco**

19 décembre 2013

Quand le "débat public" sur Cigéo tourne au fiasco

Le 15 mai dernier, la Commission Nationale du Débat Public (CNDP) lançait le "débat public" sur le projet Cigéo [1]. Imposé par la loi, celui-ci est uniquement destiné à informer la population des avancées du projet d'enfouissement des déchets les plus radioactifs à 500 m sous terre mené par l'Andra [2]. Dès la première réunion à Bure, la population et les militant-e-s s'opposent fermement à la tenue de cette mascarade. Les manipulations de l'État et de l'Andra ont assez duré et l'heure n'est plus aux compromis !

Enfouissement des déchets radioactifs à Bure

Pourquoi certains refusent de participer au débat public ?

Un point de vue à débattre...

Depuis plus de 50 ans la France produit des déchets radioactifs. On ne sait pas quoi faire de ces déchets mais on continue d'en produire. Quand ça pète à Tchernobyl ou Fukushima, personne ne sait éteindre ce feu nucléaire qu'on voudrait cacher sous terre, ici, à 500 mètres de profondeur à Bure (Meuse - Haute-Marne).

On en a après l'Andra et le projet Cigéo. La CNDP [3] subit notre colère car c'est elle qui a été envoyée au front pour gérer ça. Mais elle ne représente qu'un rouage de cette énorme machinerie. Ce n'est qu'un outil de plus au service du nucléaire. Bloquer ce débat n'est pas comme certains le disent anti-démocratique, puisque notre volonté première est de stopper un processus qui lui est complètement anti-démocratique - et ce depuis le départ. La population n'a jamais été consultée sur le choix du nucléaire en France. Jamais. La population n'a jamais été consultée non plus sur le projet d'enfouissement des déchets nucléaires les plus dangereux à Bure. Jamais.

Et aujourd'hui, alors que ce projet est sur les rails et que quasiment tout est décidé, on nous demande de participer à un "débat" sur la manière d'enfouir ces déchets. On se moque de nous ! Pourtant, quoi de plus normal que de se dire : "Tiens ? Un débat public ? Super, on va enfin pouvoir développer nos

arguments (ou contre-arguments) !" Nous pourrions trouver tout à fait légitime d'être en faveur d'un vrai débat public. Mais l'expérience montre qu'il n'y a jamais eu de réels débats sur le nucléaire.

Pour ceux qui s'en souviennent, le débat de 2005 sur la gestion des déchets nucléaires en est une excellente preuve. L'option de l'enfouissement y avait été majoritairement rejetée par les participants... et aujourd'hui le même public est invité à participer à un nouveau débat portant sur les modalités de cet enfouissement rejeté il y a huit ans. Depuis 20 ans le débat s'exprime déjà dans bien des lieux : des chapiteaux, des troquets, des salles des fêtes, des champs de cailloux... Depuis le début, de nombreuses personnes portent un débat permanent contre vents et marées, face aux millions d'euros de frais de communication de l'Andra, face à ses expos "ludiques" sur la radioactivité, son journal mensuel sur beau papier glacé, ses intervenants spécialement formés pour bourrer le crâne de nos enfants dans les collèges et les lycées du coin, etc.

Nous avons des arguments techniques et scientifiques contre l'enfouissement, et nous soutenons toutes les personnes qui ont pris de leur temps pour éplucher les dossiers de l'agence, débusquer ses manœuvres, et nous traduire à tous, néophytes que nous sommes, paysans, retraités, agrégés, circassiens ou ouvriers, ce qu'ils avaient découvert. Leur travail a nourri notre colère, nous a donné confiance en nos capacités à comprendre et à répondre "non" lorsque les arrogants experts de l'Agence nous expliquaient que nous ne pouvions pas comprendre les données scientifiques et qu'il fallait faire confiance aux "sachants". Cette colère, c'est elle qui s'exprime lors des blocages des réunions du débat. Elle n'a rien d'illégitime. Il y a dans les rangs des bloqueurs des gens de tous horizons et aussi des élus, des scientifiques, des juristes, des responsables de partis électoralistes. Ils savent que la démocratie s'éclipse face au nucléaire. Et que même les bonnes intentions qui ont donné naissance à la convention d'Aarhus [4] n'ont pas suffi à éviter que les débats publics ne deviennent un moyen de propagande de plus à disposition des nucléocrates.

Nous sommes tous frustrés de ne pas pouvoir développer nos arguments ailleurs que sous des chapiteaux. Mais nous savons par expérience que ce débat ne sert qu'à canaliser le mécontentement, faire croire que les décisions ne sont pas déjà prises, faire passer les opposants qui "refusent de jouer le jeu" pour de dangereux intégristes, des ennemis de la démocratie.

Pour nous, un réel débat se déroule avant toute prise de décision. Cette première condition n'est pas appliquée ici puisque Cigéo/Bure est passé en phase pré-industrielle l'an dernier, en 2012. Tous (Andra, CNDP...) s'entendent pour dire que ce débat n'est que "consultatif". Alors oui, il faudra bien faire quelque chose de ces déchets, c'est bien pour ça qu'il ne faut surtout pas les enfouir. Nous ne voulons pas d'une énième zone contaminée, d'une énième zone militarisée, sous prétexte de protéger les générations futures, alors qu'il ne s'agit que de servir les intérêts du nucléaire. Si assurer un avenir sain pour les générations futures était une préoccupation de notre gouvernement, on arrêterait le nucléaire de suite.

Continuer à produire des tonnes de déchets atomiques ingérables est un non-sens, nous le savons. Nous voulons une sortie en urgence du nucléaire. C'est LA condition pour qu'une décision réfléchie et démocratique pour gérer au moins pire ces poisons soit prise sans être dirigée par la volonté absurde de continuer le programme nucléaire.

En attendant, en tout état de cause, tous les projets de stockage doivent être stoppés. L'urgence aujourd'hui, c'est comment arrêter le nucléaire et pas comment enterrer ses déchets.

Nous sommes conscients de la complexité du problème et des menaces que les déchets radioactifs font peser sur l'avenir. Cette réflexion devra prendre le temps nécessaire pour formuler des propositions objectives, mesurées et acceptables démocratiquement. En attendant, il faut laisser ces déchets là où ils sont depuis le début, sous nos yeux, pour pouvoir les surveiller et intervenir en cas de problème.

Texte collectif, rédigé par les membres de la Coordination Bure STOP, à l'origine de l'appel à boycott du débat public sur le projet CIGEO

Mobilise-toi en Meuse, si tu veux pas qu'ça creuse !

Ils l'ont fait et la lutte ne fait que (re)commencer...

Cigéo/Bure, ton débat prend l'eau !

Fin 2012, six associations meusiennes [5] décident de boycotter de façon "active" ce faux débat public sur l'enfouissement. Une quarantaine d'organisations rallient leur appel à soutien.

La première réunion publique à Bure, le 23 mai, rassemble plus de 200 personnes qui manifestent devant et dans la salle. La CNDP stoppe celle-ci au bout de 20 minutes, au vu de la détermination des opposants. Les réunions suivantes prévues à Saint-Dizier et Joinville sont annulées dans la foulée face à l'ampleur de la mobilisation...

Pour celle de Bar-le-Duc le 13 juin, 400 personnes sont présentes et empêchent la tenue du "débat", juste de façon bruyante. Suite à ce nouvel échec, celle de Nancy, le 20 juin, est annulée mais un rassemblement citoyen est malgré tout maintenu devant le Palais des congrès. Les neuf autres réunions suivantes sont annulées. Résultat, fin juillet, aucun débat public n'a pu se tenir, un beau pavé dans la mare des pro-enfouisseurs à Bure ! La CNDP, désorientée, tente de réunir tous les acteurs potentiels. Tous y vont, sauf... les principaux concernés, les opposants qui déclinent l'invitation.

La CNDP ne sait plus que faire... pour sauver son débat

M. Bernet, le président de la Commission et ses amis sont obligés de trouver autre chose. Finies les grandes réunions publiques annoncées clairement à l'avance, bonjour le nouveau concept des réunions publiques "secrètes" ! Mais c'est compliqué de garder le secret... Ces réunions discrètes, dont plusieurs dizaines sont prévues d'ici fin 2013, doivent avoir lieu près de Bure et la population de la zone concernée sera avertie directement sans passer par les médias ou internet. La première s'est tenue le 8 juillet à Rachecourt (52), annoncée à la dernière minute, si bien qu'il n'y avait que des opposants et aucun participant ! Le 18 juillet, à Bonnet (55), nouvelle tentative avortée, plus agitée car certains habitants souhaitaient réellement rentrer dans la salle, malgré le blocage organisé aux portes. La première réunion annoncée tout début septembre à Beaugency (45) est annulée et point de nouvelles des suivantes !

Pour tenter de sauver son débat, la CNDP organise à présent une dizaine de "débats contradictoires interactifs" sur Internet. Et enfin une "conférence de citoyens" sera mise en œuvre. "Cette formule de démocratie participative consiste à former au sujet traité un panel de citoyens représentatifs de la diversité des populations des deux départements et de les inviter à formuler un avis éclairé sur le projet."

Bizarre, aucun d'entre nous n'a été sélectionné pour faire partie de ce panel de citoyens... En attendant, le débat est prolongé jusqu'au 15 décembre 2013. Et le boycott actif, virtuel ou réel, continue. En ce qui concerne le site internet du Débat Public, attention, y écrire, même notre refus du débat, sera comptabilisé comme participation à celui-ci.

Après la trêve estivale, la lutte continue !

Après la pause du mois d'août, la mobilisation et la vigilance restent inchangées. Qu'on se le dise encore : ce faux débat, nous n'en voulons pas. Et le quasi blocage de celui-ci, dès son ouverture, est

un message fort, directement envoyé à l'État et aux parlementaires qui, en 2015, seront invités à donner le feu vert, ou pas, à un enfouissement nucléaire controversé depuis plus de 20 ans, jamais débattu démocratiquement.

En attendant LE vrai débat sur le sujet, qui englobe toute la problématique du nucléaire, à Bure l'opposition continue et la Maison de la Résistance à la poubelle nucléaire est ouverte à toutes et tous. Il y a des parallèles à faire dans toutes les luttes !

Coordination Bure STOP

Le débat public en quelques dates

Paris, 26 avril 2013 : Comble du cynisme, la CPDP (Commission Particulière du Débat Public) et l'Andra organisent la conférence de presse du lancement du débat, le jour de la commémoration de la catastrophe de Tchernobyl. Prévenus quelques heures auparavant, une poignée de militants est présente pour marquer son opposition.

Bure, 23 mai : 1ère réunion publique du débat. Rassemblement et manifestation devant et dans la salle. La CNDP décide d'annuler la réunion au bout de 20 minutes au vu de la détermination des opposants.

Saint Dizier, 30 mai : Réunion annulée deux jours avant.

Joinville : Réunion annulée.

Bar-le-Duc, 13 juin : Même scénario qu'à Bure, avec encore plus de personnes rassemblées pour empêcher la tenue de la réunion. Le travail de contact et de mobilisation entrepris depuis des mois porte ses fruits.

Nancy, 20 juin : Réunion annulée trois jours avant. Un rassemblement a tout de même été maintenu devant le Palais des Congrès.

Les neuf autres réunions prévues sont annulées. La CPDP tente de sauver son débat. Elle le prolonge jusqu'au 15 décembre et organise des discussions par internet qui n'ont rien d'une concertation. Le débat Cigéo a pris l'eau !

Notes

[1] Centre industriel de stockage géologique, terme attribué au projet de stockage des déchets radioactifs en profondeur par le lobby nucléaire, qui a réussi le tour de passe-passe de faire disparaître le terme nucléaire de son projet.

[2] Agence nationale de gestion des déchets radioactifs

[3] Commission Nationale du Débat Public qui nomme pour chaque "débat public" une Commission Particulière du Débat Public (CPDP)

[4] Convention internationale qui fixe l'accès à l'information, la participation du public et l'accès à la justice en matière d'environnement.

[5] Burestop 55, Bure Zone Libre, EODRA, Les Habitants vigilants, Meuse Nature Environnement, Fédération Mirabel Lorraine